



NATIONS  
UNIES



**Convention-cadre sur les  
changements climatiques**

Distr.  
GÉNÉRALE

FCCC/KP/AWG/2008/5  
29 septembre 2008

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

**GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL DES NOUVEAUX  
ENGAGEMENTS DES PARTIES VISÉES À L'ANNEXE I  
AU TITRE DU PROTOCOLE DE KYOTO**

**Rapport du Groupe de travail spécial des nouveaux engagements  
des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto  
sur la première partie de sa sixième session,  
tenue à Accra du 21 au 27 août 2008**

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. OUVERTURE DE LA SESSION (Point 1 de l'ordre du jour).....	1 – 5	4
A. Cérémonie de bienvenue organisée par le Gouvernement du pays d'accueil.....	1 – 2	4
B. Ouverture de la session .....	3 – 5	4
II. QUESTIONS D'ORGANISATION (Point 2 de l'ordre du jour).....	6 – 11	4
A. Adoption de l'ordre du jour .....	6 – 9	4
B. Organisation des travaux de la session .....	10	6
C. Élection du Bureau.....	11	6

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
III. ANALYSE DES MOYENS D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS ET DÉFINITION DE MESURES POUR EN ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ ET LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DURABLE (Point 3 de l'ordre du jour) .....	12 – 38	6
A. Échanges de droits d'émission et mécanismes fondés sur des projets ...	18 – 25	7
B. Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie .....	26 – 29	9
C. Gaz à effet de serre, secteurs et catégories de sources .....	30 – 37	9
D. Méthodes possibles pour agir sur les émissions sectorielles .....	38	11
IV. EXAMEN DE QUESTIONS MÉTHODOLOGIQUES PERTINENTES (Point 4 de l'ordre du jour) .....	39 – 46	11
V. EXAMEN DES INFORMATIONS SUR LES CONSÉQUENCES ENVIRONNEMENTALES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES POTENTIELLES, Y COMPRIS LES RETOMBÉES, DES OUTILS, POLITIQUES, MESURES ET MÉTHODES À LA DISPOSITION DES PARTIES VISÉES À L'ANNEXE I (Point 5 de l'ordre du jour) .....	47 – 53	12
VI. ANALYSE DES POSSIBILITÉS DE RÉDUCTION ET DÉTERMINATION DES FOURCHETTES D'OBJECTIFS DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DES PARTIES VISÉES À L'ANNEXE I (Point 6 de l'ordre du jour) .....	54	13
VII. EXAMEN DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DES PARTIES VISÉES À L'ANNEXE I (Point 7 de l'ordre du jour) .....	55	13
VIII. PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 2009 (Point 8 de l'ordre du jour) .....	56	13
IX. QUESTIONS DIVERSES (Point 9 de l'ordre du jour) .....	57	13
X. RAPPORT DE LA SESSION (Point 10 de l'ordre du jour) .....	58	13
XI. CLÔTURE DE LA SESSION .....	59 – 61	14

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<i>Page</i>
<u>Annexes</u>	
I. Possible improvements to emissions trading and the project-based mechanisms under the Kyoto Protocol with potentially significant implications for the ability of Annex I Parties to achieve mitigation objectives.....	15
II. Other possible improvements to emissions trading and the project-based mechanisms under the Kyoto Protocol .....	25
III. Possible options for consideration relating to land use, land-use change and forestry .....	28
IV. Documents before the Ad Hoc Working Group on Further Commitments for Annex I Parties under the Kyoto Protocol at the first part of its sixth session.....	35

## **I. Ouverture de la session**

(Point 1 de l'ordre du jour)

### **A. Cérémonie de bienvenue organisée par le Gouvernement du pays d'accueil**

1. L'ouverture officielle de la session a été précédée d'une cérémonie de bienvenue organisée par le Gouvernement ghanéen afin de marquer le début de la première partie de la sixième session du Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto (le Groupe de travail spécial) et de la quatrième session du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention.

2. Des déclarations ont été prononcées par M. Kwadwo Adjei-Darko, Ministre ghanéen de l'administration locale, du développement rural et de l'environnement, M<sup>me</sup> Connie Hedegaard, Ministre danoise du climat et de l'énergie, M. Rachmat Witoelar, Secrétaire d'État à l'environnement de l'Indonésie et Président de la Conférence des Parties à sa treizième session et de la Conférence des Parties agissant en tant que réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) à sa troisième session, M. Yvo de Boer, Secrétaire exécutif de la FCCC, et M. John Agyekum Kufuor, Président du Ghana.

### **B. Ouverture de la session**

3. La première partie de la sixième session du Groupe de travail spécial s'est tenue au Centre de conférences international d'Accra, à Accra (Ghana), du 21 au 27 août 2008.

4. Le Président du Groupe de travail spécial, M. Harald Dovland (Norvège), a ouvert la session et souhaité la bienvenue aux Parties et aux observateurs. Il a également salué M. Mama Konate (Mali) en sa qualité de Vice-Président du Groupe de travail spécial. Il a informé les délégués que M. Chan-Woo Kim (République de Corée) remplaçait M. Boo-Nam Shin (République de Corée) en qualité de Rapporteur, conformément à l'article 25 du projet de règlement intérieur en vigueur, et a également souhaité la bienvenue à M. Kim à Accra.

5. M. Dovland a rappelé que, conformément à son programme de travail, le Groupe de travail spécial devait adopter, lors de la première partie de sa sixième session, des conclusions sur les moyens dont les Parties visées à l'annexe I pouvaient disposer pour atteindre les objectifs de réduction des émissions et sur les questions méthodologiques pertinentes. Il a souligné que la clarification des règles pour la période postérieure à 2012 était une étape préliminaire essentielle pour la conclusion d'un accord sur de nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto.

## **II. Questions d'organisation**

(Point 2 de l'ordre du jour)

### **A. Adoption de l'ordre du jour**

(Point 2 a) de l'ordre du jour)

6. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 21 août, le Groupe de travail spécial a examiné une note du Secrétaire exécutif qui contenait l'ordre du jour provisoire annoté (FCCC/KP/AWG/2008/4).

7. À la même séance, le Président a rappelé aux Parties que, conformément aux conclusions adoptées à la reprise de la quatrième session du Groupe de travail spécial, la sixième session de ce dernier était

divisée en deux parties, et que cette session reprendrait et serait conclue à Poznan (Pologne), en décembre 2008<sup>1</sup>.

8. À la 1<sup>re</sup> séance, l'ordre du jour ci-après a été adopté:
  1. Ouverture de la session.
  2. Questions d'organisation:
    - a) Adoption de l'ordre du jour;
    - b) Organisation des travaux de la session;
    - c) Élection du Bureau<sup>2</sup>.
  3. Analyse des moyens d'atteindre les objectifs de réduction des émissions et définition de mesures pour en accroître l'efficacité et la contribution au développement durable<sup>3</sup>:
    - a) Échanges de droits d'émission et mécanismes fondés sur des projets;
    - b) Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie;
    - c) Gaz à effet de serre, secteurs et catégories de sources;
    - d) Méthodes possibles pour agir sur les émissions sectorielles.
  4. Examen de questions méthodologiques pertinentes<sup>4</sup>.
  5. Examen des informations sur les conséquences environnementales, économiques et sociales potentielles, y compris les retombées, des outils, politiques, mesures et méthodes à la disposition des Parties visées à l'annexe I<sup>5</sup>.
  6. Analyse des possibilités de réduction et détermination des fourchettes d'objectifs de réduction des émissions des Parties visées à l'annexe I<sup>6</sup>.
  7. Examen des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I<sup>7</sup>.

---

<sup>1</sup> FCCC/KP/AWG/2007/5, par. 20.

<sup>2</sup> Question à traiter à la reprise de la sixième session du Groupe de travail spécial.

<sup>3</sup> Les conclusions relatives à ces questions seront adoptées à la première partie de la sixième session du Groupe de travail spécial.

<sup>4</sup> Voir la note 3.

<sup>5</sup> Travaux à entreprendre lors de la première partie de la sixième session du Groupe de travail spécial et conclusions à adopter à la reprise de cette session.

<sup>6</sup> Voir la note 2.

<sup>7</sup> Voir la note 2.

8. Programme de travail pour 2009<sup>8</sup>.
9. Questions diverses.
10. Rapport de la session.

9. À la même séance, des déclarations ont été faites par les représentants de huit Parties, dont un à parlé au nom du Groupe des 77 et de la Chine, un au nom de l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS), un au nom du Groupe composite, un au nom du Groupe des États d'Afrique, un au nom de la Communauté européenne et de ses États membres<sup>9</sup>, un au nom des pays les moins avancés, un au nom du Groupe des États d'Europe orientale et un au nom du Groupe pour l'intégrité de l'environnement.

### **B. Organisation des travaux de la session**

(Point 2 b) de l'ordre du jour

10. Le Groupe de travail spécial a examiné cette question à sa 1<sup>re</sup> séance. Le Président a rappelé que le Groupe de travail spécial avait eu d'utiles discussions sur les moyens par lesquels les Parties visées à l'annexe I pouvaient atteindre les objectifs de réduction des émissions ainsi que sur des questions méthodologiques pertinentes à sa cinquième session. Il a souligné la nécessité de se mettre d'accord sans retard sur des conclusions concernant ces questions à la présente session. Il a également signalé que, lors de cette dernière, le Groupe de travail spécial aborderait pour la première fois le point 5 de l'ordre du jour («Examen des informations sur les conséquences environnementales, économiques et sociales potentielles, y compris les retombées, des outils, politiques, mesures et méthodes à la disposition des Parties visées à l'annexe I»). Le Groupe de travail spécial est convenu de procéder conformément à cette proposition.

### **C. Élection du Bureau**

(Point 2 c) de l'ordre du jour

11. Cette question sera abordée à la reprise de la sixième session du Groupe de travail spécial.

## **III. Analyse des moyens d'atteindre les objectifs de réduction des émissions et définition de mesures pour en accroître l'efficacité et la contribution au développement durable**

(Point 3 de l'ordre du jour)

### **1. Délibérations**

12. Le Groupe de travail spécial a examiné cette question, en même temps que le point 4 (voir plus loin la section IV), et à ses 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séances, les 21 et 27 août, respectivement. À sa 2<sup>e</sup> séance, une déclaration a été faite par un représentant du Fonds mondial pour la nature, qui a parlé au nom de Climate Action Network International.

13. À sa 1<sup>re</sup> séance, le Groupe de travail spécial est convenu de créer trois groupes de contact chargés d'examiner plus avant:

---

<sup>8</sup> Voir la note 2.

<sup>9</sup> La Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro et la Turquie se sont associés à la position exprimée dans cette déclaration.

a) Le point 3 en général et ses alinéas *c* («Gaz à effet de serre, secteurs et catégories de sources») et *d* («Méthodes possibles pour agir sur les émissions sectorielles»), et le point 4 («Examen de questions méthodologiques pertinentes»), sous la présidence du Président du Groupe de travail spécial;

b) Le point 3 a) («Échanges de droits d'émission et mécanismes fondés sur des projets»), sous la présidence de M<sup>me</sup> Christiana Figueres (Costa Rica) et de M. Nuno Lacasta (Portugal);

c) Le point 3 b) («Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie»), sous la présidence de M. Marcelo Rocha (Brésil) et de M. Bryan Smith (Nouvelle-Zélande).

14. À la 2<sup>e</sup> séance, le Président a rendu compte des discussions du groupe de contact mentionné à l'alinéa *a* du paragraphe 13 ci-dessus en ce qui concerne le point 3 en général. Le Groupe de travail spécial a examiné et adopté les conclusions<sup>10</sup> proposées par le Président.

## 2. Conclusions

15. Le Groupe de travail spécial a poursuivi ses travaux sur les moyens qui pourraient être à la disposition des Parties visées à l'annexe I pour atteindre leurs objectifs de réduction des émissions ainsi que sur la définition de mesures pour en accroître l'efficacité et la contribution au développement durable et à l'objectif ultime de la Convention énoncé en son article 2.

16. Le Groupe de travail spécial a noté avec satisfaction les informations figurant dans les documents FCCC/KP/AWG/2008/INF.2 et FCCC/TP/2008/2 et Corr.1, établis par le secrétariat comme demandé par le Groupe de travail spécial à la reprise de sa quatrième session<sup>11</sup>.

17. Notant la nature itérative de son programme de travail, le Groupe de travail spécial est convenu de poursuivre, à la reprise de sa sixième session et, le cas échéant, dans le cadre de l'examen de son programme de travail pour 2009, ses travaux sur l'analyse de moyens qui pourraient être à la disposition des Parties visées à l'annexe I pour atteindre leurs objectifs de réduction des émissions, y compris les échanges de droits d'émission et les mécanismes fondés sur les projets au titre du Protocole de Kyoto, les règles et lignes directrices applicables au traitement de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCATF), les gaz à effet de serre, secteurs et catégories de sources à considérer, et des approches qui permettraient de cibler les émissions sectorielles.

### **A. Échanges de droits d'émission et mécanismes fondés sur des projets**

(Point 3 a) de l'ordre du jour)

#### 1. Délibérations

18. À la 2<sup>e</sup> séance, M<sup>me</sup> Figueres a rendu compte des discussions du groupe de contact mentionné à l'alinéa *b* du paragraphe 13 ci-dessus. Le Groupe de travail spécial a examiné et adopté les conclusions<sup>12</sup> proposées par le Président.

---

<sup>10</sup> Publiées sous la cote FCCC/KP/AWG/2008/L.13.

<sup>11</sup> FCCC/KP/AWG/2007/5, alinéa *b* i) et *b* ii) du paragraphe 21.

<sup>12</sup> Publiées sous la cote FCCC/KP/AWG/2008/L.12.

## 2. Conclusions

19. Conformément à son programme de travail et aux conclusions adoptées à la reprise de sa cinquième session<sup>13</sup>, le Groupe de travail spécial a étudié de manière plus approfondie les possibilités d'amélioration des échanges de droits d'émission et des mécanismes fondés sur des projets menés dans le cadre du Protocole de Kyoto, c'est-à-dire les moyens dont pourraient disposer les Parties visées à l'annexe I pour atteindre leurs objectifs de réduction des émissions, accroître l'efficacité de ces moyens et leur contribution au développement durable et réaliser l'objectif ultime de la Convention.

20. Le Groupe de travail spécial a noté l'importance d'évaluer plus avant les possibilités d'amélioration des échanges de droits d'émission et des mécanismes fondés sur des projets et de préciser toutes les implications du point de vue de l'aptitude des Parties visées à l'annexe I à atteindre leurs objectifs d'atténuation, en contribution aux travaux menés par le Groupe de travail spécial comme prévu dans son programme de travail, en tenant compte des conclusions pertinentes adoptées à sa deuxième session et à la reprise de sa quatrième session<sup>14</sup>.

21. Le Groupe de travail spécial est convenu de continuer, à la reprise de sa sixième session, ses délibérations sur les possibilités d'amélioration des échanges de droits d'émission et des mécanismes fondés sur des projets menés dans le cadre du Protocole de Kyoto en se fondant sur, entre autres, les éléments figurant dans les annexes I et II qui ont été compilés à partir des observations faites par les Parties.

22. Le Groupe de travail spécial a encouragé les Parties à échanger des informations sur ces éléments. Pour faciliter les échanges, il a invité les Parties à soumettre au secrétariat d'ici au 17 octobre 2008 des contributions supplémentaires sur les éléments figurant dans les annexes I et II, qui seront compilées dans un document de la série MISC.

23. Le Groupe de travail spécial a en outre prié son Président de développer les éléments figurant dans les annexes I et II en tenant compte des avis présentés antérieurement par les Parties dans le cadre de ses travaux et des contributions mentionnées au paragraphe 22 ci-dessus, et de mettre les résultats de ces travaux à la disposition des Parties avant la reprise de sa sixième session.

24. Le Groupe de travail spécial a rappelé que les Parties ont été invitées à présenter, d'ici au 15 février 2009, leurs points de vue sur les implications juridiques des travaux menés par le Groupe de travail spécial en application du paragraphe 9 de l'article 3 du Protocole de Kyoto<sup>15</sup> et a exhorté les Parties à y inclure leurs avis sur la nécessité éventuelle d'amender le Protocole.

25. Le Groupe de travail spécial a noté qu'une mise au point plus poussée des possibilités d'amélioration des échanges de droits d'émission et des mécanismes fondés sur des projets était nécessaire avant qu'on puisse se mettre d'accord et que l'inclusion des éléments figurant dans les annexes I et II ne portait pas atteinte à cet accord.

---

<sup>13</sup> FCCC/KP/AWG/2008/3.

<sup>14</sup> FCCC/KP/AWG/2006/4, par. 17, et FCCC/KP/AWG/2007/5, par. 19 à 23.

<sup>15</sup> FCCC/KP/AWG/2007/5, par. 23 a).



**B. Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie**  
(Point 3 b) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

26. À la 2<sup>e</sup> séance, M. Smith a rendu compte des consultations menées au sein du groupe de contact mentionné à l'alinéa *c* du paragraphe 13 ci-dessus. Le Groupe de travail spécial a examiné et adopté les conclusions<sup>16</sup> proposées par le Président.

2. Conclusions

27. Conformément aux conclusions qu'il avait formulées à la reprise de sa cinquième session<sup>17</sup>, le Groupe de travail spécial a continué à examiner la façon de prendre en considération, le cas échéant, les définitions, modalités, règles et lignes directrices applicables au traitement du secteur UTCATF au cours de la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto en tant que moyen dont pourrait disposer les Parties visées à l'annexe I pour atteindre leurs objectifs de réduction des émissions et d'accroître l'efficacité desdits moyens et leur contribution au développement durable.

28. Le Groupe de travail spécial a décidé de poursuivre, lors de la reprise de la sixième session, l'examen des options possibles pour prendre en considération, le cas échéant, les définitions, modalités, règles et lignes directrices applicables au traitement du secteur UTCATF, en tenant compte des informations figurant dans l'annexe III et en prenant note de l'annexe IV au rapport du Groupe de travail spécial à la reprise de sa cinquième session<sup>18</sup>.

29. Le Groupe de travail spécial a encouragé les Parties à échanger des informations pour parvenir à une meilleure compréhension des incidences des options possibles pour prendre en considération, le cas échéant, les définitions, modalités, règles et lignes directrices applicables au traitement du secteur UTCATF, notamment les incidences pour la comptabilisation, avant la reprise de sa sixième session. À cette fin, il a invité les Parties à communiquer, à leur gré et de façon informelle, des informations pertinentes au secrétariat et a demandé à celui-ci de les publier sur le site Web de la Convention avant le 20 novembre 2008.

**C. Gaz à effet de serre, secteurs et catégories de sources**  
(Point 3 c) de l'ordre du jour)

1. Délibérations

30. À la 2<sup>e</sup> séance, M. Dovland a rendu compte des discussions du groupe de contact mentionné à l'alinéa *a* du paragraphe 13 ci-dessus en ce qui concerne le point 3 c). Le Groupe de travail spécial a examiné et adopté les conclusions<sup>19</sup> proposées par le Président.

---

<sup>16</sup> Publiées sous la cote FCCC/KP/AWG/2008/L.11.

<sup>17</sup> FCCC/KP/AWG/2008/3, par. 23 à 27.

<sup>18</sup> FCCC/KP/AWG/2008.3.

<sup>19</sup> Publiées sous la cote FCCC/KP/AWG/2008/L.15.

## 2. Conclusions

31. Conformément aux conclusions de la reprise de sa cinquième session<sup>20</sup>, le Groupe de travail spécial a poursuivi l'examen de la possibilité d'élargir la liste des gaz à effet de serre, des secteurs et des catégories de sources.

32. Le Groupe de travail spécial est convenu que, pendant la deuxième période d'engagement, les gaz à effet de serre devraient continuer d'être traités comme prévu à l'article 3 du Protocole de Kyoto, à savoir en émissions anthropiques agrégées exprimées en équivalent dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) («approche globale»).

33. Le Groupe de travail spécial a noté qu'il fallait maintenir une approche cohérente entre la Convention et son Protocole de Kyoto, selon qu'il convient, lors de l'examen des gaz à effet de serre, des secteurs et des catégories de sources en relation avec les engagements des Parties visées à l'annexe I.

34. Le Groupe de travail spécial a pris note des nouveaux hydrofluorocarbones et perfluorocarbones mis au point depuis l'adoption du Protocole de Kyoto. Il a également pris note des nouveaux gaz et groupes de gaz mentionnés dans le quatrième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC):

- a) Trifluorure d'azote (NF<sub>3</sub>);
- b) Pentafluorure de trifluorométhyle sulfuré (SF<sub>5</sub>CF<sub>3</sub>);
- c) Ethers fluorés;
- d) Perfluoropolyéthers;
- e) Hydrocarbures et autres composés, y compris le diméthyléther (CH<sub>3</sub>OCH<sub>3</sub>), le méthylchloroforme (CH<sub>3</sub>CCl<sub>3</sub>), le chlorure de méthylène (CH<sub>2</sub>Cl<sub>2</sub>), le chlorure de méthyle (CH<sub>3</sub>Cl), le dibromométhane (CH<sub>2</sub>Br<sub>2</sub>), le bromodifluorométhane (CHBrF<sub>2</sub>) et le trifluoroiodométhane (CF<sub>3</sub>I).

35. Le Groupe de travail spécial est convenu d'examiner plus avant, à la reprise de sa sixième session, entre autres, les aspects scientifiques, techniques, méthodologiques et juridiques de l'inclusion éventuelle, pendant la deuxième période d'engagement, des gaz énumérés au paragraphe 34 ci-dessus, en tenant compte des informations sur les niveaux actuels et projetés de leurs émissions, leur contribution au réchauffement planétaire, les options d'atténuation, la disponibilité de paramètres de mesure communs d'équivalent CO<sub>2</sub>, de méthodologies solides et de substituts pour ces gaz; les implications pour les Parties; et l'expertise disponible, y compris celle du Groupe de l'évaluation technique et économique du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.

36. Le Groupe de travail spécial a noté que le Protocole de Montréal a pour but d'éliminer la consommation, la production et le commerce des chlorofluorocarbones (CFC) et des hydrofluorocarbones (HCFC), mais non de se préoccuper de leurs émissions. Il a également noté que, actuellement, selon le quatrième rapport d'évaluation du GIEC, ces gaz contribuent davantage au changement climatique que les gaz énumérés au paragraphe 34 ci-dessus.

---

<sup>20</sup> FCCC/KP/AWG/2008/3, par. 32.

37. Le Groupe de travail spécial a demandé au secrétariat d'établir une compilation des informations techniques sur les gaz énumérés au paragraphe 34 ci-dessus et sur les stocks existants et les émissions potentielles de CFC et HCFC et de les afficher sur le site de la CCNUCC, pour que le Groupe de travail spécial puisse les examiner à la reprise de sa sixième session.

#### **D. Méthodes possibles pour agir sur les émissions sectorielles**

(Point 3 d) de l'ordre du jour)

##### 1. Délibérations

38. À la 2<sup>e</sup> séance, M. Dovland a informé les Parties que le groupe de contact mentionné à l'alinéa *a* du paragraphe 13 ci-dessus n'avait pas eu le temps d'examiner cette question et que celle-ci serait examinée à la reprise de la sixième session.

#### **IV. Examen de questions méthodologiques pertinentes**

(Point 4 de l'ordre du jour)

##### 1. Délibérations

39. Le Groupe de travail spécial a examiné ce point, en même temps que le point 3, à ses 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séances. À la 1<sup>re</sup> séance, il est convenu que cette question serait examinée plus avant au sein du groupe de contact mentionné à l'alinéa *a* du paragraphe 13 ci-dessus. À la 2<sup>e</sup> séance, le Président a rendu compte des discussions du groupe de contact sur le point 4. Le Groupe de travail spécial a examiné et adopté les conclusions<sup>21</sup> proposées par le Président.

##### 2. Conclusions

40. Conformément aux conclusions de la reprise de sa cinquième session<sup>22</sup>, le Groupe de travail spécial a poursuivi ses travaux sur les questions méthodologiques pertinentes.

41. Le Groupe de travail spécial a reconnu la nécessité de maintenir une approche cohérente entre la Convention et son Protocole de Kyoto, selon qu'il convient, lorsqu'il examinerait les questions méthodologiques pertinentes concernant les engagements des Parties visées à l'annexe 1.

42. Le Groupe de travail spécial a reconnu que l'application des *Lignes directrices pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre, GIEC 2006*, aux fins de fournir des informations sur les émissions anthropiques de gaz à effet de serre par les sources et leur absorption par les puits, pour la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, devrait être subordonnée à toute décision de la Conférence des Parties et de la CMP qui pourrait résulter de l'examen de ces Lignes directrices par l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technique (SBSTA) à sa trentième session.

43. Le Groupe de travail spécial a pris note des nouvelles informations sur les potentiels de réchauffement planétaire (PRP) figurant dans le quatrième rapport d'évaluation du GIEC qui servent à calculer l'équivalent en dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) des émissions anthropiques par les sources et des absorptions par les puits des gaz à effet de serre énumérés dans l'annexe A au Protocole de Kyoto. Il a également pris note des conclusions de ce rapport concernant les insuffisances des PRP.

---

<sup>21</sup> Publiées sous la cote FCCC/KP/AWG/2008/L.14.

<sup>22</sup> FCCC/KP/AWG/2008/3, par. 37.

44. Le Groupe de travail spécial a reconnu qu'il existait des paramètres de mesure communs autres que les PRP qui pourraient servir à calculer l'équivalent CO<sub>2</sub> des émissions anthropiques par les sources et des absorptions par les puits pour les gaz à effet de serre énumérés dans l'annexe A au Protocole de Kyoto. Au nombre de ces paramètres figuraient les potentiels de température globale mentionnés dans le rapport précité. Le Groupe de travail spécial a également reconnu que ce rapport n'indique pas les valeurs des potentiels de température globale et que, actuellement, ces valeurs ne sont pas publiées pour tous les gaz à effet de serre inclus dans le rapport.

45. Le Groupe de travail spécial a invité le GIEC à entreprendre une nouvelle évaluation technique des paramètres de mesure communs de rechange. Il a noté que le SBSTA devrait mener des travaux, en s'inspirant des résultats des travaux du GIEC sur les incidences potentielles de l'application de paramètres de mesure communs de rechange.

46. Le Groupe de travail spécial est convenu d'examiner plus avant, à la reprise de sa sixième session, les PRP et les paramètres de mesure communs de rechange ainsi que les implications de leur application pendant la deuxième période d'engagement.

## **V. Examen des informations sur les conséquences environnementales, économiques et sociales potentielles, y compris les retombées, des outils, politiques, mesures et méthodes à la disposition des Parties visées à l'annexe I**

(Point 5 de l'ordre du jour)

### 1. Délibérations

47. Le Groupe de travail spécial a examiné cette question à ses 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séances. À la 1<sup>re</sup> séance, une déclaration a été faite par le représentant d'une Partie, qui a parlé au nom de la Communauté européenne et de ses États membres. À la 2<sup>e</sup> séance, une déclaration a été faite par un représentant qui a parlé au nom de la Confédération syndicale internationale.

48. À sa 1<sup>re</sup> séance également, le Groupe de travail spécial est convenu que cette question devrait être examinée plus avant par le groupe de contact mentionné à l'alinéa *a* du paragraphe 13 ci-dessus. À la 2<sup>e</sup> séance, le Président a rendu compte des discussions du groupe de contact sur le point 5. Le Groupe de travail spécial a examiné et adopté les conclusions<sup>23</sup> proposées par le Président.

### 2. Conclusions

49. Le Groupe de travail spécial a entamé son examen des informations sur les conséquences environnementales, économiques et sociales potentielles, y compris les retombées, des outils, politiques, mesures et méthodes à la disposition des Parties visées à l'annexe I. Il a pris note des délibérations sur cette question et a été encouragé par les discussions constructives.

50. Le Groupe de travail spécial a pris note des vues exprimées par les Parties sur cette question en réponse à la demande faite à la reprise de sa quatrième session<sup>24</sup>.

---

<sup>23</sup> Publiées sous la cote FCCC/KP/AWG/2008/L.10.

<sup>24</sup> FCCC/KP/AWG/2008/MISC.1, Add. 1 et Add.1/Corr.1, et Add.2 à 4.

51. Le Groupe de travail spécial a invité les Parties et les organisations concernées à présenter au secrétariat, avant le 3 octobre 2008, de nouvelles informations sur les conséquences environnementales, économiques et sociales potentielles, y compris les retombées, des outils, politiques, mesures et méthodes à la disposition des Parties visées à l'annexe I. Il a demandé au secrétariat de rassembler les vues soumises dans un document de la série MISC pour examen à la reprise de sa sixième session.

52. Le Groupe de travail spécial a demandé au secrétariat d'organiser, dans le cadre de son programme de travail pour 2009 et sous la direction de son président, un atelier consacré à cette question, en prenant en compte le document mentionné au paragraphe 51 ci-dessus.

53. Le Groupe de travail spécial est convenu de poursuivre l'examen de cette question à la reprise de sa sixième session.

## **VI. Analyse des possibilités de réduction et détermination des fourchettes d'objectifs de réduction des émissions des Parties visées à l'annexe I**

(Point 6 de l'ordre du jour)

54. Ce point sera examiné à la reprise de la sixième session du Groupe de travail spécial.

## **VII. Examen des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I**

(Point 7 de l'ordre du jour)

55. Ce point sera examiné à la reprise de la sixième session du Groupe de travail spécial.

## **VIII. Programme de travail pour 2009**

(Point 8 de l'ordre du jour)

56. Ce point sera examiné à la reprise de la sixième session du Groupe de travail spécial.

## **IX. Questions diverses**

(Point 9 de l'ordre du jour)

57. Aucune question n'a été soulevée ou examinée au titre de ce point de l'ordre du jour.

## **X. Rapport de la session**

(Point 10 de l'ordre du jour)

58. À sa 2<sup>e</sup> séance, le Groupe de travail spécial a examiné et adopté le projet de rapport sur la première partie de sa sixième session<sup>25</sup>. À la même séance, sur proposition du Président, le Groupe de travail spécial a autorisé le Rapporteur à achever le rapport de la session, avec le concours du secrétariat et sous la direction du Président.

---

<sup>25</sup> Publié sous la cote FCCC/KP/AWG/2008/L.9.

## XI. Clôture de la session

59. À la 2<sup>e</sup> séance, le Président a remercié les délégués pour leurs contributions et le secrétariat pour son soutien. Il a relevé que le Groupe de travail spécial devrait poursuivre ses travaux sur les moyens d'atteindre les objectifs de réduction des émissions et la définition des moyens d'accroître leur efficacité et leur contribution au développement durable, ainsi que sur les questions méthodologiques pertinentes. Le Président a également attiré l'attention sur l'ordre du jour de la reprise de la sixième session du Groupe spécial de travail et a fait observer que, lors de cette session, le temps disponible serait très limité. Il a demandé instamment aux Parties de se préoccuper avant tout des questions les plus urgentes. Enfin, le Président a rappelé aux délégués la nécessité d'envoyer aux Parties, via le secrétariat, six mois d'avance, tout projet de modification du Protocole de Kyoto pour que la CMP les examine en vue de leur adoption, conformément au paragraphe 2 de l'article 20 du Protocole. Il a aussi rappelé qu'à la reprise de sa quatrième session, le Groupe de travail spécial était convenu de transmettre les résultats de ses travaux à la CMP à sa cinquième session.

60. À la même séance, des déclarations ont été faites par les représentants de cinq Parties, dont un a parlé au nom du Groupe des 77 et de la Chine, un au nom du Groupe composite, un au nom des pays les moins avancés, un au nom de l'AOSIS et un au nom de la Communauté européenne et de ses États membres<sup>26</sup>.

61. À la 2<sup>e</sup> séance également, un représentant de la Grenade, qui a parlé au nom de l'AOSIS, a indiqué, pour que cela soit consigné dans le rapport, que l'AOSIS se préoccupait du fait que les travaux du Groupe de travail spécial progressaient lentement et n'étaient pas inspirés par un sentiment d'urgence.

---

<sup>26</sup> La Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Monténégro et la Turquie se sont associés à la position exprimée dans cette déclaration.

Annexe I

[ENGLISH ONLY]

## **Possible improvements to emissions trading and the project-based mechanisms under the Kyoto Protocol with potentially significant implications for the ability of Annex I Parties to achieve mitigation objectives**

Note: For each element contained in this annex, there exists a 'status quo' option representing the maintenance of the current approaches and rules adopted by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP).

Note: Some Parties expressed the view that the elements in sections I.E, I.F, I.G, I.J, II.A, III.A, III.B, III.C, IV.C and IV.D below would require an amendment to the Kyoto Protocol and would not be within the mandate of the Ad Hoc Working Group on Further Commitments for Annex I Parties under the Kyoto Protocol (AWG-KP). Some other Parties expressed the view that legal analysis is needed to determine which elements in this annex would require a decision of the CMP or an amendment to the Kyoto Protocol and that such amendments would be within the mandate of the AWG-KP.

### **I. Clean development mechanism**

#### **A. Include other land use, land-use change and forestry activities<sup>1</sup>**

*Note: The following activities have been proposed by Parties as candidates for inclusion:*

- *Reducing emissions from deforestation and degradation;*
- *Restoration of wetlands;*
- *Sustainable forest management and other sustainable land management activities.*

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Resolution of non-permanence and methodological issues;*
- *Modalities for inclusion of such land use, land-use change and forestry (LULUCF) activities.*

#### **B. Introduce a cap for newly eligible land use, land-use change and forestry activities<sup>2</sup>**

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Application of the limit to the issuance of certified emission reductions (CERs) or use of CERs for compliance;*
- *Establishment of a single overall limit or limits by individual LULUCF activity;*
- *Determination of the limit or limits.*

#### **C. Include carbon dioxide capture and storage<sup>3</sup>**

1. Option 1: Carbon dioxide capture and storage (CCS) activities are not eligible as clean development mechanism (CDM) project activities.

Option 2: Annex I Parties are to refrain from using CERs generated from CCS activities to meet their commitments under Article 3, paragraph 1.

---

<sup>1</sup> Discussion to be informed by outcomes from the consideration of non-permanence and other methodological issues.

<sup>2</sup> Discussion to be informed by outcomes from the consideration of non-permanence and other methodological issues.

<sup>3</sup> This issue is being considered by the Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice under its work on carbon dioxide capture and storage in geological formations as clean development mechanism project activities.

Option 3: CCS activities may be registered under the CDM and Annex I Parties may use CERs issued for such project activities, on the basis of emission reductions during the second commitment period under the Kyoto Protocol, to meet their emission commitments under Article 3, paragraph 1, for the second commitment period.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Short- and long-term liability (e.g. in relation to leakage);*
- *Provisions for monitoring, reporting and verification, taking account of data availability;*
- *Possible environmental impacts;*
- *Definition of project boundaries;*
- *Cost-effectiveness;*
- *Administrative complexity;*
- *Potential for perverse outcomes.*

#### **D. Include nuclear activities**

2. Option 1: Activities relating to nuclear facilities are not eligible as CDM project activities.

Option 2: Activities relating to new nuclear facilities may be registered under the CDM and Annex I Parties may use CERs issued for such project activities, on the basis of emission reductions during the second commitment period under the Kyoto Protocol, to meet their emission commitments under Article 3, paragraph 1, for the second commitment period.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Specific criteria or requirements for eligible nuclear activities;*
- *Costs related to access to the technology;*
- *Direct contribution to emission reductions;*
- *Issues relating to non-proliferation;*
- *Issues relating to permanent disposal of nuclear waste;*
- *Safety, security and safeguards.*

#### **E. Introduce sectoral clean development mechanism for emission reductions below a baseline defined at a sectoral level**

3. Activities defined at the sectoral level may be registered under the CDM and shall be subject to applicable modalities and procedures for the CDM adopted by the CMP and all applicable procedures and decisions issued by the CDM Executive Board.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Guidelines for the definition of sector boundaries relating to sectors, mitigation measures and geographical scope;*
- *Process for defining sector boundaries;*
- *Specific additionality provisions;*
- *Specific baseline provisions, including changes to the composition of the sector;*
- *Provisions to ensure participation of all activities within the sector boundary;*
- *Provisions for single project activities within the sector boundary;*
- *Specific registration provisions;*
- *Provisions for monitoring, reporting and verification of emission reductions, taking account of data availability;*
- *Incentives for private-sector participation.*



**F. Introduce sectoral crediting of emission reductions  
below a previously established no-lose target**

4. A non-Annex I Party may propose a no-lose target for emissions from a sector. Such targets shall be approved by {the CMP} {a body constituted by the CMP and operating under its guidance}. The Party may receive upfront financing, technology and credits for verified emission reductions below the target. There shall be no consequences for a Party that does not meet its approved target.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Guidelines for the definition of sector boundaries relating to sectors, mitigation measures and geographical scope;*
- *Process for determining sectoral no-lose targets;*
- *Institutional structure for the administration of sectoral crediting and issuance of credits;*
- *Provisions for monitoring, reporting and verification of cumulative emission reductions, taking account of data availability;*
- *Provisions for single CDM project activities within the sector boundary;*
- *Form of the credit;*
- *Incentives for private-sector participation.*

**G. Introduce crediting on the basis of nationally appropriate mitigation actions**

5. A non-Annex I Party may propose nationally appropriate mitigation actions (NAMAs). Credits could be issued for the verifiable mitigation generated by NAMAs. Such mitigation shall be verified by methodologies established by the Parties.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Nature of participation of Parties;*
- *Guidelines for the determination of NAMAs;*
- *Provisions relating to additionality;*
- *Process for the approval of NAMAs;*
- *Changes to NAMAs;*
- *Institutional requirements;*
- *Provisions for monitoring, reporting and verification of emission reductions, taking account of data availability;*
- *Provisions for CDM project activities within the boundary of the NAMA;*
- *Form of the credit;*
- *Consequences if the emission reduction goal is not achieved;*
- *Incentives for private-sector participation;*
- *Improving the commercial viability of mitigation investment;*
- *Cost-effectiveness;*
- *Administrative complexity;*
- *Potential for perverse outcomes.*

**H. Ensure environmental integrity and assess additionality  
through the development of standardized, multi-project baselines**

6. The CDM Executive Board shall define standardized baselines for specific types of project activities under the CDM by pre-approving parameters and procedures for use in baseline methodologies. The Executive Board may define such standardized baselines for types of project activities meeting the following criteria: {...}

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Criteria for eligible project activities;*
- *Criteria for the definition of parameters, including use of conservative estimates;*

- *Provisions for single CDM project activities if an applicable standardized baseline exists for this specific project activity type;*
- *Provisions for periodic review;*
- *Treatment of existing project activities if a standardized baseline is subsequently approved.*

**I. Ensure environmental integrity and assess additionality through the development of positive or negative lists of project activity types**

7. Reductions in anthropogenic emissions by sources or enhancements of anthropogenic removals by sinks achieved by project activities in categories meeting the following criteria are deemed to be additional to any that would occur in the absence of the project activities: { ... }

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Criteria for categories of project activities for inclusion on a positive list;*
- *Process for determining positive lists;*
- *Body responsible for determining positive lists;*
- *Provisions for periodic review;*
- *Consequences for project activities where the project type is removed from the positive list;*
- *Issues concerning national circumstances.*

8. Reductions in anthropogenic emissions by sources or enhancements of anthropogenic removals by sinks achieved by project activities in categories meeting the following criteria are deemed not to be additional to any that would occur in the absence of the project activities, and the project activities are not eligible to be project activities under the CDM: { ... }

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Criteria for categories of project activities for inclusion on a negative list;*
- *Process for determining negative lists;*
- *Body responsible for determining negative lists;*
- *Provisions for periodic review;*
- *Provisions for addressing registered project activities in categories which are subsequently covered by a negative list;*
- *Issues concerning national circumstances.*

**J. Differentiate the eligibility of Parties through the use of indicators**

9. Non-Annex I Parties meeting the following criteria shall {not} be eligible to host {particular types of} project activities under the CDM: { ... }

10. Annex I Parties meeting the following criteria shall {not} be eligible to use CERs issued for {particular types of} project activities under the CDM for the purpose of compliance with commitments under Article 3, paragraph 1, of the Kyoto Protocol: { ... }

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Appropriate indicators and thresholds, taking account of differing national circumstances;*
- *Project activity categories affected by the eligibility determination;*
- *Transition issues.*

**K. Improve access to clean development mechanism project activities by specified host Parties**

11. For {specified host Parties} {least developed countries and small island developing States} the following provisions shall apply:

- (a) The definition of a small-scale project activity is { ... };

- (b) Project activities that meet the requirements of small-scale project activities are exempt from the requirement to demonstrate additionality;
- (c) The validation, verification and certification of project activities shall be funded through the {budget of the CDM} {financial mechanism of the Convention}.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Determination of the host Parties for which provisions are applicable or definition of criteria for subsequently determining the host Parties;*
- *Identification of further measures to improve access;*
- *Enabling environment.*

#### **L. Include co-benefits as criteria for the registration of project activities**

12. Option 1: Project activities that demonstrate specific co-benefits, as {defined and confirmed by the designated national authority} {validated by a designated operational entity (DOE)}, shall be entitled to the following preferential treatment: {...}

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Determination of which co-benefits to consider, including:*
  - *Specific sustainable development benefits;*
  - *Energy efficiency;*
  - *Technology transfer;*
  - *Environmental services such as conservation of biodiversity, hydrological resources management and air quality;*
  - *Poverty alleviation;*
  - *Economic growth;*
  - *Social benefits;*
- *Determination of the preferential treatment (e.g. reduced fee, financial support and faster processing times);*
- *Provisions to ensure that preferential treatment is consistent with CDM rules;*
- *Provisions for the measurement of co-benefits;*
- *Definition of a sufficient level of co-benefits to qualify for the preferential treatment;*
- *Cost-effectiveness;*
- *Administrative complexity;*
- *Potential for perverse outcomes;*
- *Contribution to minimization of negative spillover effects.*

Option 2: Each project activity shall demonstrate specific co-benefits. Prior to the registration of the project activity, a DOE shall validate {that the proposed project activity demonstrates the respective co-benefits} {that the designated national authority of the host Party has confirmed that the respective co-benefits are demonstrated by the project activity}.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Determination of which co-benefits to consider, including:*
  - *Specific sustainable development benefits;*
  - *Energy efficiency;*
  - *Technology transfer;*
  - *Environmental services such as conservation of biodiversity, hydrological resources management and air quality;*
  - *Poverty alleviation;*
  - *Economic growth;*
  - *Social benefits;*
- *Provisions for the measurement of co-benefits;*

- *Definition of sufficient level and type of co-benefits to allow registration of project activities;*
- *Cost-effectiveness;*
- *Administrative complexity;*
- *Potential for perverse outcomes;*
- *Contribution to minimization of negative spillover effects.*

**M. Introduce multiplication factors to increase or decrease the certified emission reductions issued for specific project activity types**

13. A CDM project activity shall receive CERs equal to the emission reductions that are certified by the DOE multiplied by factors based on the {project activity types} {technologies} {sustainability components}. Multiplication factors may be greater or less than one.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Determination of multiplication factors for project activity types;*
- *Basis for determination of multiplication factors;*
- *Provisions to ensure that the total number of CERs issued is not higher than the aggregate quantity of emission reductions achieved;*
- *Provisions to ensure environmental integrity;*
- *Cost-effectiveness;*
- *Administrative complexity;*
- *Potential for perverse outcomes;*
- *Improving the commercial viability of investment for renewable energy projects.*

## II. Joint implementation

**A. Introduce modalities for treatment of clean development mechanism project activities upon graduation of host Parties**

14. Option 1: Where a Party becomes eligible to host joint implementation (JI) projects, any registered CDM project activities hosted by that Party shall continue as CDM project activities until the end of their crediting periods and a quantity of assigned amount units equal to the CERs issued from this time onwards shall be cancelled.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Specific provisions for CDM afforestation and reforestation project activities;*
- *Provisions for cancellation.*

Option 2: Where a Party becomes eligible to host JI projects, any registered CDM project activities hosted by that Party shall be converted to JI projects and shall be subject to JI rules.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Specific provisions for CDM afforestation and reforestation project activities;*
- *Provisions relating to the crediting period;*
- *Transition issues;*
- *Ability to select Track 1 procedure if the relevant eligibility requirements are met by the host Party.*

**B. Include nuclear activities**

15. Option 1: Activities relating to nuclear facilities are not eligible as JI projects.

Option 2: Activities relating to new nuclear facilities are eligible as JI projects and Annex I Parties may use emission reduction units issued for such projects, on the basis of emission reductions

during the second commitment period under the Kyoto Protocol, to meet their emission commitments under Article 3, paragraph 1, for the second commitment period.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Specific criteria or requirements for eligible nuclear activities;*
- *Costs related to access to the technology;*
- *Direct contribution to emission reductions;*
- *Issues relating to non-proliferation;*
- *Issues relating to permanent disposal of nuclear waste;*
- *Safety, security and safeguards.*

**C. Include projects that reduce greenhouse gas emissions from deforestation and degradation<sup>4</sup>**

**D. Ensure environmental integrity and assess additionality through the development of positive or negative lists of project types**

16. Reductions in anthropogenic emissions by sources or enhancements of anthropogenic removals by sinks achieved by projects in categories meeting the following criteria are deemed to be additional to any that would occur in the absence of the projects: { ... }

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Applicability to Track 1 projects;*
- *Criteria for inclusion of project categories on a positive list;*
- *Process for determining positive lists;*
- *Body responsible for determining positive lists;*
- *Provisions for periodic review;*
- *Consequences for projects whose project type is removed from the positive list;*
- *Cost-effectiveness;*
- *Administrative complexity;*
- *Potential for perverse outcomes.*

17. Reductions in anthropogenic emissions by sources or enhancements of anthropogenic removals by sinks achieved by projects in categories meeting the following criteria are deemed not to be additional to any that would occur in the absence of the projects, and the projects are not eligible to be projects under JI:

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Applicability to Track 1 projects;*
- *Criteria for inclusion of project categories on a negative list;*
- *Process for determining negative lists;*
- *Body responsible for determining negative lists;*
- *Provisions for periodic review;*
- *Provisions for addressing projects which have received a final positive determination but which are subsequently covered by a negative list;*
- *Cost-effectiveness;*
- *Administrative complexity;*
- *Potential for perverse outcomes.*

---

<sup>4</sup> Discussion to be informed by outcomes from the consideration of non-permanence and other methodological issues.

### **E. Include co-benefits as criteria for the final determination for projects**

18. Option 1: Projects that demonstrate specific co-benefits, as determined by an accredited independent entity (AIE), shall be entitled to the following preferential treatment: { ... }

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Applicability to Track 1 projects;*
- *Determination of which co-benefits to consider, including:*
  - *Technology transfer;*
  - *Environmental services such as conservation of biodiversity, hydrological resources management and air quality;*
- *Determination of the preferential treatment;*
- *Provisions for the measurement of co-benefits;*
- *Definition of a sufficient level of co-benefits to qualify for the preferential treatment;*
- *Cost-effectiveness;*
- *Administrative complexity;*
- *Potential for perverse outcomes.*

Option 2: Each project shall demonstrate specific co-benefits. The AIE shall determine whether {the proposed project demonstrates the required co-benefits} {the designated focal point of the host Party has confirmed that the required co-benefits are demonstrated by the project}: { ... }

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Applicability to Track 1 projects;*
- *Determination of which co-benefits to consider, including:*
  - *Technology transfer;*
  - *Environmental services such as conservation of biodiversity, hydrological resources management and air quality;*
- *Provisions for the measurement of co-benefits;*
- *Definition of a sufficient level of co-benefits required to allow a final positive determination for projects;*
- *Cost-effectiveness;*
- *Administrative complexity;*
- *Potential for perverse outcomes.*

## **III. Emissions trading**

### **A. Introduce emissions trading based on sectoral targets**

19. International emissions trading may occur at the level of sectors across groups of Parties.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Determination of targets and boundaries for each sector and avoidance of double counting;*
- *Participation of non-Annex I Parties;*
- *Allowance of trading across sectoral agreements;*
- *Relationship of sectoral targets to national emission commitments of Annex I Parties;*
- *Potential use of emission allowances of non-Annex I Parties for compliance with commitments of Annex I Parties;*
- *Provisions for monitoring, reporting and verification, taking account of data availability;*
- *Institutional structure;*
- *Determination of the tradable unit;*
- *Differences in implementation if the sectoral agreements are administered by national governments or other organizations.*

## **B. Introduce emissions trading on the basis of nationally appropriate mitigation actions**

20. Credits that are generated on the basis of a reduction in emissions below a goal set in the context of approved NAMAs in non-Annex I Parties may be traded under international emissions trading.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Determination of targets and boundaries for each NAMA and avoidance of double counting;*
- *Process for negotiating and recognizing NAMAs;*
- *Provisions for monitoring, reporting and verification, taking account of data availability;*
- *Institutional structure for the administration of NAMAs and issuance of credits;*
- *Definition of the tradable unit;*
- *Implications of changes to NAMAs;*
- *Provisions for single CDM project activities within the boundary of the NAMA.*

## **C. Introduce the linking of emissions trading schemes in Annex I Parties to voluntary emissions trading schemes in non-Annex I Parties**

21. Emissions trading schemes in Annex I Parties may be linked to trading schemes implemented on a voluntary basis by non-Annex I Parties at a national, regional or sectoral level.

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Guidance on minimum provisions for linking;*
- *Potential use of emission allowances of non-Annex I Parties for compliance with commitments of Annex I Parties;*
- *Eligibility criteria for non-Annex I Party trading schemes to allow their emission allowances to be used by Annex I Parties for compliance with emission commitments.*

## **IV. Cross-cutting issues**

### **A. Relax or eliminate carry-over (banking) restrictions on Kyoto units**

22. Option 1: There shall be no restrictions on the carry-over of Kyoto units to a subsequent commitment period.

Option 2: Limits on the carry-over of specific Kyoto units to a subsequent commitment period shall be as follows: { ... }

*Note: The following issue, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Proposed limits on carry-over, by Kyoto unit type.*

### **B. Change the limit on the retirement of temporary certified emission reductions and long-term certified emission reductions<sup>5</sup>**

### **C. Introduce borrowing of assigned amount from future commitment periods**

23. An Annex I Party shall be permitted to borrow assigned amount from the subsequent commitment period and use it for the purpose of compliance with its commitment in the current commitment period in accordance with the following provisions: { ... }

*Note: The following issues, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Timing of the 'repayment' of the assigned amount;*
- *Limits on borrowing;*

---

<sup>5</sup> Discussion to be informed by outcomes from the consideration of non-permanence and other methodological issues.

- *Cost of borrowing, including through an ‘interest rate’;*
- *Consequences for non-compliance in the subsequent commitment period;*
- *Implications for the environmental integrity of the Kyoto Protocol.*

**D. Extend the share of proceeds<sup>6</sup>**

*Note: The following issue, inter alia, may be relevant to consideration of this element:*

- *Pros and cons of keeping the current provisions and extending the share of proceeds to JI and emissions trading under Article 17 or to the issuance of assigned amount units and removal units.*

---

<sup>6</sup> This issue is being considered by the CMP under its work on the second review of the Kyoto Protocol pursuant to its Article 9.



Annexe II

[ENGLISH ONLY]

## **Other possible improvements to emissions trading and the project-based mechanisms under the Kyoto Protocol**

Note: For each element contained in this annex, there exists a 'status quo' option representing the maintenance of the current approaches and rules adopted by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol (CMP).

Note: Some Parties expressed the view that the elements in sections I.F, I.G, I.H, I.K, II.I, II.K, II.L and II.M below would require an amendment to the Kyoto Protocol and would not be within the mandate of the Ad Hoc Working Group on Further Commitments for Annex I Parties under the Kyoto Protocol (AWG-KP). Some other Parties expressed the view that legal analysis is needed to determine which elements in this annex would require a decision of the CMP or an amendment to the Kyoto Protocol and that such amendments would be within the mandate of the AWG-KP.

### **I. Clean development mechanism**

- A. Introduce a different supervisory structure and institutional arrangement in case of modification of the scope of the clean development mechanism**
- B. Change the composition of the Executive Board membership to ensure equitable representation of Parties**
- C. Move the secretariat's function of supporting the Executive Board to another organization**
- D. Introduce alternative institutional arrangements for validation, verification and certification**
- E. Broaden the role of host Party governments**
- F. Differentiate the treatment of types of project activities by Party**
- G. Allocate proportions of demand to project activity types that contribute more to the sustainable development of host Parties**
- H. Allocate proportions of demand to specific groups of host Parties to enhance their sustainable development**
- I. Introduce alternative accounting rules for afforestation and deforestation project activities in order to increase demand<sup>1</sup>**
- J. Restrict the clean development mechanism to bilateral project activities**
- K. Use global temperature potentials instead of global warming potentials<sup>2</sup>**
- L. Include technology transfer as a criterion for the registration of project activities**
- M. Revise criteria for accreditation of designated operational entities, especially financial criteria, to enhance the accreditation of designated operational entities based in non-Annex I Parties**

---

<sup>1</sup> Discussion to be informed by outcomes of the consideration of non-permanence and other methodological issues.

<sup>2</sup> Global warming potentials (GWPs) are being considered by the AWG-KP under its work on greenhouse gases, sectors and source categories.

## **II. Joint implementation**

- A. Ensure approaches for land use, land-use change and forestry projects under joint implementation are in line with the treatment of land use, land-use change and forestry under Article 3, paragraphs 3 and 4, of the Kyoto Protocol<sup>3</sup>**
- B. Introduce approaches for land use, land-use change and forestry projects under joint implementation that are parallel to the treatment of clean development mechanism afforestation and reforestation project activities<sup>4</sup>**
- C. Introduce crediting on the basis of nationally appropriate mitigation actions**
- D. Introduce a different supervisory structure and institutional arrangement in case of modification of the scope of joint implementation**
- E. Change the composition of the Joint Implementation Supervisory Committee membership to ensure equitable representation of Parties**
- F. Move the secretariat's function of supporting the Joint Implementation Supervisory Committee to another organization**
- G. Introduce alternative institutional arrangements for determination and verification**
- H. Broaden the role of host Party governments**
- I. Differentiate the eligibility of Parties through the use of indicators**
- J. Improve access to joint implementation projects by certain host Parties**
- K. Differentiate the treatment of types of projects by Party**
- L. Allocate proportions of demand to project types that contribute more to the sustainable development of host Parties**
- M. Allocate proportions of demand to specific groups of host Parties to enhance their sustainable development**
- N. Restrict joint implementation to bilateral projects**
- O. Introduce multiplication factors to increase or decrease the emission reduction units issued for specific project types**
- P. Use global temperature potentials instead of global warming potentials<sup>5</sup>**
- Q. Include technology transfer as a criterion for the final determination for projects**

---

<sup>3</sup> Discussion to be informed by outcomes from the consideration of non-permanence and other methodological issues.

<sup>4</sup> Discussion to be informed by outcomes from the consideration of non-permanence and other methodological issues.

<sup>5</sup> GWPs are being considered by the AWG-KP under its work on greenhouse gases, sectors and source categories.

### **III. Emissions trading**

- A. Eliminate restrictions on the trading and use of certain Kyoto unit types under national and regional emissions trading schemes**
- B. Enhance equivalence among Kyoto unit types**
- C. Reduce the commitment period reserve**
- D. Increase the commitment period reserve**
- E. Encourage disclosure of information on transactions of Kyoto units**
- F. Move the secretariat's function of maintaining and operating the international transaction log to another organization**

### **IV. Cross-cutting issues**

- A. Reduce the number of unit types under the Kyoto Protocol**
- B. Introduce a mid-commitment period assessment and review process**

Annexe III

[ENGLISH ONLY]

**Possible options for consideration relating to land use,  
land-use change and forestry**

1. Under all options, the principles contained in decision 16/CMP.1, paragraph 1, would be retained with or without amendment.
2. For all options listed below, activities under Article 3, paragraph 4,<sup>1</sup> other than forest management will be considered in due course.

**Option 1<sup>2</sup>**

**A. Definitions<sup>3</sup>**

No changes.<sup>4</sup>

OR

Definitions remain as in the annex to decision 16/CMP.1:

- Except for the definition of deforestation, which is amended to provide for land-use flexibility<sup>5</sup>  
AND/OR
- Other definitions added to accommodate additional activities under Article 3.4 as required (options proposed for consideration are: wetland degradation and restoration; forest degradation or amending the definition of forest management; and devegetation). If this option is chosen, section C below will need to be amended accordingly.

**B. Article 3, paragraph 3**

No changes.<sup>6</sup>

OR

No changes except deleting the afforestation and reforestation (A/R) credit and debit rule.

OR

No changes except extending the A/R rule.

---

<sup>1</sup> Hereinafter referred to as Article 3.4.

<sup>2</sup> Sections, paragraphs and the appendix mentioned in the options in this annex refer to the annex to decision 16/CMP.1.

<sup>3</sup> General set of definitions for land use, land-use change and forestry.

<sup>4</sup> No changes in this context means no changes except those legally required.

<sup>5</sup> Land-use flexibility in this context means allowing a Party to deforest an area of pre-1990 plantation forest and establish an equivalent forest elsewhere without incurring deforestation liabilities.

<sup>6</sup> As footnote 4 above.

**C. Article 3, paragraph 4**

No changes.<sup>7</sup>

OR

Amend to remove references to “the appendix” (i.e. remove the caps).

OR

Amend to remove references to “the appendix” and replace the appendix with a discount factor(s).

**D. Article 12**

Consider whether to amend this after the consideration of “non-permanence and other methodological issues”.

**E. General**

No changes.<sup>8</sup>

**APPENDIX**

No changes.<sup>9</sup>

OR

Change the figures in the appendix.

OR

Delete – without replacement by a discount factor(s).

OR

Delete – with replacement by a discount factor(s).

**OTHER ISSUES**

Voluntary versus compulsory

Clarify that all activities under Article 3.4 remain voluntary (except where a Party has accounted for an activity in the first commitment period).

OR

Clarify that accounting for forest management shall be compulsory but other activities under Article 3.4 remain voluntary (except where a Party has accounted for an activity in the first commitment period).

OR

Clarify that accounting for all activities under Article 3.4 shall be compulsory.

---

<sup>7</sup> As footnote 4 above.

<sup>8</sup> As footnote 4 above.

<sup>9</sup> As footnote 4 above.

Harvested wood products or emissions from wood removed from an area of forest

Do not account for.

OR

Amend section E of this option to allow delaying the accounting for emissions from wood removed from an area of forest subject to accounting under Articles 3.3, 3.4 or 6.

OR

Create provisions for including harvested wood products. Possible approaches include: stock changes, production, simple decay and atmospheric flow.

Natural disturbances

No additional measures to address natural disturbances.

OR

Temporary removal from the accounting of areas subjected to natural disturbances.

OR

Consider options for addressing natural disturbances and implement as appropriate.

## Option 2

### A. Definitions

Same as Option 1.

### B. Article 3, paragraph 3

Same as Option 1.

### C. Article 3, paragraph 4

#### Net-net with base year

Amend current paragraph 9 to include forest management.

AND

Leave caps in place (current para. 11).

OR

Amend to remove references to “the appendix” (i.e. remove the caps).

OR

Amend to remove references to “the appendix” and replace the appendix with a discount factor(s).

OR

#### Net-net with base period

Amend to include provisions for how a Party is to establish a base period for forest management over which anthropogenic emissions and removals will be assessed, and how anthropogenic emissions and removals from forest management during the subsequent commitment period will be assessed against the base period.

AND

Leave caps in place (current para. 11).

OR

Amend to remove references to “the appendix” (i.e. remove the caps).

OR

Amend to remove references to “the appendix” but replace the appendix with a discount factor(s).

### D. Article 12

Same as Option 1.

### E. General

Amend current paragraph 17 to remove references to Article 3, paragraph 4.

## APPENDIX

Same as Option 1.

## OTHER ISSUES

### Voluntary versus compulsory

Same as Option 1.

**Note: Under this option, there is a need to consider the implications for the continuity of accounting for lands under forest management.**

Harvested wood products or emissions from wood removed from an area of forest

Same as Option 1.

Natural disturbances

Same as Option 1.



**Option 3****A. Definitions**

Same as Option 1.

**B. Article 3, paragraph 3**

Same as Option 1.

**C. Article 3, paragraph 4**Net-net with forward looking baseline

Amend to include provisions for how a Party is to establish a forward-looking baseline for forest management to assess emissions and removals, and how anthropogenic emissions and removals from forest management during the subsequent commitment period will be assessed against the baseline. Amend to establish how the baseline or the emissions and removals in the commitment period will be revised in response to “natural disturbances” and how any such revisions will be monitored and treated in future accounting periods.

AND

Leave caps in place (current para. 11).

OR

Amend to remove references to “the appendix” (i.e. remove the caps).

OR

Amend to remove references to “the appendix” and replace the appendix with a discount factor(s).

**D. Article 12**

Same as Option 1.

**E. General**

Same as Option 1.

**APPENDIX**

Same as Option 1.

**OTHER ISSUES**Voluntary versus compulsory

Same as Option 1.

*Note:* Under this option, there is a need to consider the implications for the continuity of accounting for lands under forest management.

Harvested wood products or emissions from wood removed from an area of forest

Same as Option 1.

## Option 4

### A. Definitions

Delete.

### B. Article 3, paragraph 3

Delete.

### C. Article 3, paragraph 4

Delete.

### D. Article 12

Same as Option 1.

AND

Definitions would need to be created for any land use, land-use change and forestry (LULUCF) activities available under Article 12.

### E. General

Delete.

## APPENDIX

Delete.

## OTHER ISSUES

### Article 3.3 of the Kyoto Protocol

Delete.

### Article 3.4 of the Kyoto Protocol

Delete.

### Article 3.7 of the Kyoto Protocol

Amend to provide for how land-based accounting will be incorporated into the establishment of assigned amount.

### Annex A to the Kyoto Protocol

Amend to incorporate land-based accounting.

### Decision by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Kyoto Protocol

Include provisions for the treatment of land-based emissions and removals being incorporated into Annex A to the Kyoto Protocol.

Amend other decisions dealing with reporting of LULUCF activities, including decision 17/CMP.1.

### Harvested wood products or emissions from wood removed from an area of forest

Same as Option 1.

### Natural disturbances

Same as Option 1.

Annexe IV

**Documents before the Ad Hoc Working Group on Further Commitments for Annex I Parties under the Kyoto Protocol at the first part of its sixth session**

**Documents prepared for the session**

FCCC/KP/AWG/2008/4	Provisional agenda and annotations. Note by the Executive Secretary
FCCC/KP/AWG/2008/3	Report of the Ad Hoc Working Group on Further Commitments for Annex I Parties under the Kyoto Protocol on its resumed fifth session, held in Bonn from 2 to 12 June 2008
FCCC/KP/AWG/2008/MISC.1, Add.1 and Add.1/Corr.1, and Add.2-5	Views and information on the means to achieve mitigation objectives of Annex I Parties. Submissions from Parties
FCCC/KP/AWG/2008/INF.2	Synthesis of submissions from Parties on relevant methodological issues and of the outcomes of the round table on means to reach emission reduction targets. Note by the secretariat
FCCC/TP/2008/2 and Corr.1	Analysis of possible means to reach emission reduction targets and of relevant methodological issues. Technical paper
FCCC/KP/AWG/2008/L.9	Draft report of the Ad Hoc Working Group on Further Commitments for Annex I Parties under the Kyoto Protocol on the first part of its sixth session
FCCC/KP/AWG/2008/L.10	Consideration of information on potential environmental, economic and social consequences, including spillover effects, of tools, policies, measures and methodologies available to Annex I Parties. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/KP/AWG/2008/L.11	Land use, land-use change and forestry. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/KP/AWG/2008/L.12	Emissions trading and the project-based mechanisms. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/KP/AWG/2008/L.13	Analysis of means to reach emission reduction targets and identification of ways to enhance their effectiveness and contribution to sustainable development. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/KP/AWG/2008/L.14	Consideration of relevant methodological issues. Draft conclusions proposed by the Chair
FCCC/KP/AWG/2008/L.15	Analysis of means to reach emission reduction targets and identification of ways to enhance their effectiveness and contribution to sustainable development. Draft conclusions proposed by the Chair

-----